

Vatin, Jean-Claude, *L'Algérie politique, histoire et société*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1974, 321 p.

Jean-René Chotard

Volume 8, numéro 4, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700832ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700832ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1977). Compte rendu de [Vatin, Jean-Claude, *L'Algérie politique, histoire et société*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1974, 321 p.] *Études internationales*, 8 (4), 672–674.  
<https://doi.org/10.7202/700832ar>

l'angle de la pratique, l'attitude des États tiers à l'égard de la Communauté. Le multilatéralisme pose des problèmes de reconnaissance *de facto* et *de jure* de la personnalité de la CEE dans ses aspects juridiques et politiques. L'auteur examine l'attitude de la CEE dans les négociations multilatérales relatives aux accords sur la poudre de lait écrémé, sur les textiles de coton, comme dans le secteur des produits de base, etc. Cependant, certains problèmes de nature politico-juridique se posent au sujet des accords conclus entre la CEE et les pays socialistes de l'Europe de l'Est, car ces derniers, à l'exception de la Yougoslavie, ne reconnaissent pas *de jure* la personnalité internationale de la CEE. Ainsi, les négociations multilatérales avec les États tiers reflètent en quelque sorte la « représentation externe de l'unité interne » que réalise la Communauté. L'auteur souligne que cette représentation, malgré les accidents de parcours, a été « remarquable ». Cependant, la « succession » de la CEE aux États-membres dans la qualité de partie aux accords n'est pas encore une réalité effective.

Tant au point de vue politique que juridique, l'affirmation du caractère unitaire de la CEE dans le domaine du commerce international ne se réalise pas au détriment des compétences des États-membres. Ainsi, dans le cas des pays socialistes, qui, quant à eux, ne reconnaissent pas la compétence exclusive de la CEE, ils continuent à exiger la cosignature des États concernés. Cette pratique, soulignons-le avec l'auteur, favorise les intérêts nationaux face aux intérêts collectifs de la CEE. Cette étude analyse, à la lumière des faits, l'évolution de la personnalité internationale de la CEE à travers le multilatéralisme.

Enfin, la troisième étude, de N. KLEMAN, relative à « La politique préférentielle de la Communauté économique européenne », examine, dès la naissance de la CEE, le développement de cette politique à long terme. Après une analyse minutieuse de l'union douanière, l'auteur expose les « con-

ventions d'association » existantes entre la CEE et les pays tiers. Dans la plupart des cas, ces conventions d'association s'adressent aux pays du Tiers-Monde, auxquels la CEE n'est jamais restée « indifférente ». En quelque sorte, c'est un soutien efficace respectant le principe de réciprocité, permettant aux pays impliqués du Tiers-Monde d'utiliser de manière plus rationnelle leurs ressources naturelles et humaines. L'auteur dresse un bilan détaillé de la pratique en s'appuyant sur des documents appropriés. Par sa politique préférentielle, la CEE marque une étape essentielle dans la coopération internationale, favorisant la promotion du principe de l'interdépendance économique.

Les annexes nombreuses qui accompagnent l'étude reproduisent les différentes conventions d'association entre la CEE et les États tiers.

Ce livre a été conçu dans le cadre des études sur les relations de la CEE et il représente une contribution valable dans ce domaine. Mentionnons également la valeur documentaire du livre. Les trois études qui constituent le livre s'adressent surtout aux spécialistes susceptibles de s'intéresser aux aspects juridiques et politiques des relations internationales de la Communauté économique européenne.

Paul PILISI

*Département de science politique,  
Université du Québec à Rimouski*

VATIN, Jean-Claude, *L'Algérie politique, histoire et société*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1974, 321p.

Le livre de J.-C. Vatin est le premier de deux ouvrages complémentaires sur l'Algérie contemporaine. Le présent volume contient une analyse d'histoire et de sciences politiques ; le second, signé par un autre auteur, est consacré aux institutions politiques.

J.-C. Vatin commence par une remarquable réflexion méthodologique sur l'histoire de l'Algérie. Son étude peut constituer un modèle d'approche pour comprendre « l'histoire coloniale », c'est-à-dire l'histoire examinée et écrite par les intellectuels de la puissance colonisatrice. Il montre comment les historiens ont justifié l'arrivée des colons en la présentant comme la naissance d'une nouvelle nation, naissance qui semble ignorer l'existence de populations autochtones pourtant beaucoup plus nombreuses. Sous la plume de professeurs, objectifs d'apparence, l'Algérie apparaît comme une terre sans autonomie ni authenticité. À peine cette Afrique du Nord avait-elle existé, à l'époque romaine, mais des invasions diverses avaient provoqué une douzaine de siècles de néant et la venue des Français, fils de la latinité, ne faisait, à travers le temps, que rétablir la chaîne interrompue d'une présence civilisatrice. Les fouilles archéologiques et la conquête agricole par les colons venus de France révélaient un sol rendu fertile seulement par l'action de l'Occident. J.-C. Vatin propose une méthode historique possible qui consiste à « retourner aux sources, accumuler observations, confronter données et faits précis ». Il brosse ensuite une très intéressante esquisse de l'évolution du pays et de sa société depuis la préhistoire, soulignant au passage que le terme d'islamisation, habituellement utilisé, recouvre trois réalités distinctes et décalées dans le temps : conquête, arabisation et expansion de l'Islam.

L'organisation sociale du monde algérien fait l'objet d'un examen très suggestif. Les couches sociales, le monde d'économie ou la religion sont-ils les éléments clés à partir desquels peut s'élaborer une interprétation ? À chaque question l'auteur avance une explication solide en même temps que des réserves. Les modèles ont, en effet, été établis par les intellectuels occidentaux et peut-être convient-il de songer à de nouvelles catégories pour définir les spécificités du Tiers-Monde.

Un problème de cohésion se pose, en effet, à cette société musulmane non centralisée. Au XVI<sup>e</sup> siècle, elle s'adresse aux Turcs comme solution protectrice contre les empiètements européens. C'est en fait le choix d'une dépendance moins contraignante et culturellement plus proche qui dure jusqu'à la pénétration française.

J.-C. Vatin consacre les deux tiers de son exposé à la période qu'inaugure la conquête. Ses chapitres substantiels montrent le décalage entre la fonction légiférante des gouvernements français successifs et la pratique coloniale quotidienne. Initiatives de généraux qui interprètent le silence du pouvoir parisien, actions et exactions des colons qui organisent l'accaparement du sol : tout aboutit à une situation de fait dont les populations locales font les frais. Le triomphe de l'idée coloniale coïncide avec l'avènement de la Troisième République dont l'humanisme égalitaire ne traverse pas la Méditerranée. Le code de l'indigénat en 1874 est interprété et appliqué dans un sens répressif.

L'ouvrage analyse encore l'impact de la colonisation sur la société algérienne traditionnelle. Même si la résistance se manifeste par de nombreux soulèvements, endémiques dans les zones montagneuses, les structures sociales subissent un ébranlement profond. L'Islam perd sa puissance politique, la masse des habitants est prolétarisée, de nouvelles classes moyennes timidement émergent au contact du système colonial. Parallèlement, surtout après 1920, la métropole effectue des ponctions humaines pour combler son déficit de main-d'œuvre : l'auteur résume tout ce phénomène dans la formule « exportation d'hommes, exploitation d'autres hommes ».

Les réactions nationalistes débute, comme dans les autres pays colonisés, après 1920 ; l'auteur examine le foisonnement des groupes et montre comment se dégage une élite politique capable de formuler un projet unitaire où puissent se rassembler les Algériens. Le processus est ignoré par la

France qui, après 1945, ne tente aucune innovation appréciable. Le mécontentement, l'insurrection éclatent-ils, la puissance coloniale, poussée par la minorité européenne d'Algérie, répond en généralisant la répression. La victoire finale du Front de Libération peut surprendre. Elle est politique comme ses responsables l'avaient voulu et c'est une armée française techniquement victorieuse qui cède un territoire. Aucun chef ne s'est vraiment imposé, les fréquents changements de personnel dans le FLN ont empêché que ne se dégage une personnalité incontestée ; ainsi s'affirme la persistance d'un fait social et culturel autonome, ainsi naît une nation.

Dans la bibliographie imposante consacrée à l'Algérie, l'ouvrage de J.-C. Vatin occupe certainement une place éminente. Cette synthèse pénétrante, richement documentée, constitue un ouvrage de référence particulièrement estimable.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke*

WILLET, Joseph W., *The World Food Situation : Problems and Prospects to 1985* (Compiled and edited by), U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service, Oceana Publications Inc., Dobbs Ferry, New York, 1976, 2 volumes, 1136p.

Voilà deux magnifiques volumes de documentation fondamentale sur la situation agro-alimentaire dans le monde. Un choix de douze travaux venant soit de la Conférence des Nations unies sur l'alimentation (Rome, 1974), soit d'organismes privés de recherche comme l'University of California, soit d'organismes publics comme le sous-comité sénatorial américain sur la politique étrangère agricole. Il y a quand même, à notre sens, un grand absent : les multinationales de l'alimentation.

La préface de l'ouvrage se termine par ce paragraphe que nous traduisons : « Cette collection représente un effort pour répondre à un vrai besoin d'information sûre et précise. C'est un examen de la situation où le monde se trouve par rapport à sa capacité de nourrir les hommes et les perspectives pour les prochains dix ans. De plus, des orientations de recherches et des priorités pour ces prochains dix ans sont indiquées. Nous pensons que les matériaux scientifiques contenus dans ces volumes seront des instruments de base pour tous ceux qui sont intéressés au sujet. » (p. VIII)

Il y a évidemment parfois des répétitions de données d'un document à l'autre, comme entre celui de l'*Economic Research Service* du US Department of Agriculture et celui du *Task Force* de l'University of California. Malgré ces répétitions occasionnelles et cette absence du point de vue des multinationales, ce sont plus de mille pages pleines d'informations utiles.

Peut-être par déformation professionnelle, un des documents qui m'a paru des plus éclairants est celui du *Task Force* de l'University of California qui couvre le tome II. À cause de son approche systémique il fait bien ressortir les interrelations multiples entre tous les éléments du système alimentaire mondial qui est, on s'en doute, d'une incroyable complexité. La figure 1, page 554, tome II, est très instructive sur ce point.

Par ailleurs, la lecture du rapport de la Conférence mondiale sur l'alimentation (United Nations, Rome, November 5-16, 1974, E/Con. 65/20) nous rappelle que le fameux discours de Boumedienne aux Nations unies et le projet d'un nouvel ordre économique international étaient dans l'air, comme ils le furent également à la Conférence de Budapest (sur la population). Ainsi en est-il quand on lit, par exemple, que « pour une solution durable du problème de l'alimentation tous les efforts doivent être faits pour éliminer les distances